



NON à la soumission À l'IDEX

Pour la seconde fois, les Conseils d'Administration des trois universités Lilloises se réunissent **dans un cadre légal toujours aussi approximatif**, afin de sanctionner la soumission du dossier de candidature *IDEX Université de Lille* à la phase finale.

Les élus de la CGT-Lille1 s'étaient abstenus lors de la première consultation, lors des pré-sélections, considérant que cette course à l'échalote géante, à défaut de répondre aux enjeux d'un service public d'Enseignement Supérieur et de Recherche à la hauteur des besoins de la nation, ne nuirait pas non plus aux intérêts des travailleurs et des usagers de l'université – Lille1.

Or, depuis un an, afin de ne pas compromettre la candidature *IDEX Université de Lille*, la situation des travailleurs et des étudiants de Lille1 s'est dégradée et l'avenir s'est considérablement assombri :

- **50 suppression de postes en 2016** : 25 postes d'enseignants-chercheurs, 25 postes de BIATSS, alors même que le nombre d'étudiants continuera d'augmenter. Cela représente au moins quatre jours de travail en plus par agent et par an
- **des cours surchargés** (quarante par classe de TD, trois étudiants par paillasse de TP) dès cette rentrée 2015
- **pas d'engagement sur les conditions de travail et de salaires après la fusion** ; la suppression des postes laisse craindre que le moins-disant social sera la règle
- **une menace grandissante sur l'ARTT et les 35h**
- une politique pour **la culture et les vacances des personnels désespérément en panne (15 € par an et par agent seulement !)**
- **des salaires en bernés depuis six ans**

De plus, les restructurations à marche forcée de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche à l'échelle de la région, sans doute bientôt de la super-région, conduisent :

- à une **surcharge de travail** considérable
- à une **désorganisation des collectifs de travail**
- **au mépris des Instances Représentatives des Personnels** (défaut de consultation, passage en force, ...)

La CGT-Lille¹ considère que les personnels des universités Lilloises et du CNRS **ne doivent plus être les otages bâillonnés d'une candidature d'excellence** qui ne profitera qu'à quelques nantis de la recherche.

Elle exige des Présidents qu'ils cessent de faire l'autruche, qu'ils respectent les Instances Représentatives des Personnels (IRP), et qu'ils ouvrent enfin les yeux sur la réalité du quotidien des agents, ballottés entre désorganisation, réunionite et urgence permanente....

Elle exige la vraie mise en place d'une politique sociale en faveur des personnels, pas seulement des phrases dans les documents glacés de l'excellence. En particulier, elle exige que le budget en faveur de la culture et les vacances des personnels de Lille¹ soit abondé à hauteur de 150 000 € dès 2016 et d'atteindre 1 % de la masse salariale en 2018, année de la fusion.

Elle exige de surseoir immédiatement à la décision scandaleuse de supprimer cinquante postes en 2016, qui, dans la perspective de l'extension de la loi Sauvadet, condamne l'établissement à une année sans recrutements et sans possibilités de promotions.

Elle exige que les négociations sur le temps de travail et la politique indemnitaire des agents de la future université de Lille soient ouvertes immédiatement entre la présidence et les organisations syndicales des établissements. On nous avait promis une harmonisation par le haut : les promesses n'engagent définitivement que ceux qui y croient ...

**Pour que cesse l'impératif
de soumission à l'IDEX Université de Lille**